

Circulaire d'information

INFCIRC/946

12 octobre 2020

Distribution générale

Français

Original : anglais

Communication en date du 2 septembre 2020 reçue de la mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Agence

1. Le Secrétariat a reçu de la mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Agence une communication en date du 2 septembre 2020 à laquelle était jointe une lettre de S. E. M. Mohammad Javad Zarif, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, adressée au Président du Conseil de sécurité des Nations Unies.
2. Cette communication et la lettre, à la demande de la mission permanente, sont reproduites ci-après pour information.

MISSION PERMANENTE
DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN
AUPRÈS DES NATIONS UNIES ET
DES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

N° 537000

La Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Vienne présente ses compliments au Secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique et a l'honneur de lui transmettre ci-joint une lettre de S. E. M. Mohammad Javad Zarif, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, au Président du Conseil de sécurité des Nations Unies en date du 20 août 2020 concernant le retrait illégal des États-Unis du Plan d'action global commun et la position de ce pays, qui relève de l'inconscience et constitue une infraction, en ce qu'elle bafoue les règles bien établies du droit international et les pratiques forgées au fil des siècles pour protéger notre monde de l'anarchie.

M. Zarif a notamment souligné dans sa lettre que la tentative illégale des États-Unis d'abuser du Conseil de sécurité par la présentation d'une notification, de même que les éléments qu'ils avancent pour justifier le fait qu'ils se sont eux-mêmes arrogés le droit de faire appliquer à nouveau les dispositions de résolutions abrogées concernant l'Iran, ne sont ni crédibles ni légitimes et qu'il est impératif que la communauté internationale soit vigilante à l'égard de telles pratiques abusives visant les procédures du Conseil de sécurité, qui seront lourdes de conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

La mission permanente de la République islamique d'Iran prie le Secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique de faire distribuer la lettre ci-jointe aux États Membres et de la publier comme circulaire d'information (INFCIRC).

La mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Vienne saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat de l'Agence les assurances de sa très haute considération.

[Sceau] [Signé]

Vienne, le 2 septembre 2020

20 août 2020

Monsieur le Président,

Me référant à la présentation irrecevable, comme prévu, d'une « notification » relative à la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité de l'ONU par les États-Unis, et faisant suite à mes lettres datées du 10 mai 2018 (S/2018/453) et du 8 mai 2020 (S/2020/380), je tiens à porter à votre attention les éléments ci-après concernant la tentative illégale des États-Unis d'Amérique d'abuser du Conseil de sécurité par la présentation de la notification visée.

La position des États-Unis, qui relève de l'inconscience et constitue une infraction, bafoue les règles bien établies du droit international et les pratiques forgées au fil des siècles pour protéger notre monde de l'anarchie.

Les éléments avancés par les États-Unis pour justifier le fait qu'ils se sont eux-mêmes arrogés le droit de faire appliquer à nouveau les dispositions de résolutions abrogées¹ concernant l'Iran ne sont ni crédibles ni légitimes et doivent être rejetés par le Conseil. Il est impératif que la communauté internationale soit vigilante à l'égard des pratiques abusives visant les procédures du Conseil de sécurité. L'Iran exhorte le Conseil à mettre un terme à cet abus de procédure, qui sera lourd de conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Se fondant sur une logique claire et indiscutable exposée ci-après, le Gouvernement de la République islamique d'Iran est convaincu que les États-Unis n'ont pas le droit de recourir à une nouvelle application des dispositions de résolutions devenues caduques. À cet égard, je souhaite appeler votre attention sur une série d'observations factuelles et juridiques.

I. Retrait des États-Unis du Plan d'action global commun

Le Président des États-Unis a officiellement annoncé le retrait unilatéral de son pays du Plan d'action global commun², en violation patente de la résolution 2231 du Conseil de sécurité, dans laquelle ledit Plan, qui y figure en annexe, a été approuvé. C'est ainsi que l'administration des États-Unis a pris illégalement de nombreuses mesures pour mettre un terme à sa participation au Plan d'action et pour imposer à nouveau toutes les sanctions que le pays avait levées dans le cadre de cet accord, multipliant ainsi les cas de non-respect notable des engagements pris au titre du Plan d'action et contrevenant de manière flagrante à la résolution 2231.

¹ Le terme « snapback » (retour immédiat à l'état antérieur) n'est jamais utilisé dans le Plan d'action global commun ni dans la résolution 2231. Les États-Unis ont utilisé ce terme pour évoquer la rapidité et l'automatisme, ce qui ne correspond ni à l'intention exprimée dans le Plan d'action et la résolution 2231 ni à la procédure qui y est exposée. Au contraire, ce qui est défini dans ces deux textes, c'est un processus long et détaillé qui vise à préserver le Plan d'action et non à le détruire. Au paragraphe 37 du Plan d'action, la formulation se réfère à la réimposition des mesures prévues dans d'anciennes résolutions. Aux paragraphes 12 et 13 de la résolution 2231 (2015), il est question d'appliquer à nouveau les dispositions des résolutions abrogées 1696 (2006), 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008), 1835 (2008) et 1929 (2010).

² Maison Blanche, Presidential Actions, « Ceasing U.S. participation in the JCPOA », 8 mai 2018. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/ceasing-u-s-participation-jcpoa-taking-additional-action-counter-irans-malign-influence-deny-iran-paths-nuclear-weapon/>

Les hauts responsables de l'administration ont reconnu en de maintes occasions qu'ils avaient annulé leur participation au Plan d'action. Le Président des États-Unis, dans le décret publié en vue d'imposer à nouveau à l'Iran les sanctions liées au nucléaire, a indiqué : « Moi, Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, compte tenu de ma décision prise le 8 mai 2018 de mettre fin à la participation des États-Unis au Plan d'action global commun en date du 14 juillet 2015 »³. Le Secrétaire d'État Mike Pompeo a déclaré que le Président Trump avait mis un terme à la participation des États-Unis au Plan d'action global commun⁴. Le 11 mai 2018, un représentant du Gouvernement des États-Unis a formellement déclaré à tous les participants au Plan d'action, dans un communiqué officiel, que le pays ne participerait plus aux réunions et activités organisées à ce titre, soulignant que le 8 mai 2018, le Président Trump avait annoncé que les États-Unis mettaient un terme à leur participation audit Plan, que toutes les activités étaient concernées et qu'à compter de ce moment, ils ne participeraient plus à aucune d'entre elles. Un fait illustre cette absence de participation : le Conseil de sécurité a continué d'approuver les propositions faites par la Commission conjointe concernant les activités liées au nucléaire figurant dans les procédures de la filière d'approvisionnement. Or, ces deux dernières années, les États-Unis n'ont pas participé au Groupe de travail sur l'approvisionnement et n'ont pas pris part à la Commission conjointe du Plan d'action.

Du point de vue juridique, le terme participant n'est pas un simple titre honorifique ; bien au contraire, il exige la participation à une activité ou à une manifestation dans des conditions conformes à un ensemble de devoirs, droits et obligations qui ont été fixés d'un commun accord et précisément définis. En ce qui concerne la résolution 2231, être un « participant au Plan d'action global commun » implique de contribuer aux manifestations et activités qui s'y rapportent ainsi que de s'acquitter des obligations et responsabilités connexes. Les États-Unis n'ont pris part à aucune réunion de la Commission conjointe ou d'un organe associé au Plan d'action depuis leur décision officielle de mettre un terme à leur participation. Ce fait a été souligné par les autres participants, entre autres, et par l'Union européenne en tant que coordonnatrice de la Commission conjointe. Le représentant de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait observer que depuis l'annonce de leur retrait, les États-Unis n'avaient participé à aucune réunion ou activité organisée dans le cadre de l'accord.

II. Les États-Unis ont officiellement abrogé tout droit relatif au mécanisme de règlement des différends

En plusieurs occasions, les hauts responsables de l'administration américaine ont admis qu'ils n'avaient plus le droit de recourir au mécanisme de règlement des différends, tel qu'il est présenté dans les paragraphes 10 à 13 de la résolution 2231. Le 8 mai 2018, le Conseiller pour la sécurité nationale des États-Unis alors en poste, John Bolton, lors d'une séance d'information sur la décision présidentielle d'imposer à nouveau des sanctions, tenue à l'intention des journalistes accrédités auprès de la Maison Blanche, a dit clairement que les États-Unis ne chercheraient pas à réappliquer les mesures prévues dans les résolutions abrogées⁵ en recourant aux dispositions de la résolution 2231, car les États-Unis ne les

³ Federal Register, document présidentiel, « Reimposing certain sanctions with respect to Iran », 6 août 2018. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.federalregister.gov/documents/2018/08/07/2018-17068/reimposing-certain-sanctions-with-respect-to-iran>

⁴ Propos du Secrétaire d'État Mike Pompeo, Heritage Foundation, 21 mai 2018. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.heritage.org/defense/event/after-the-deal-new-iran-strategy>

⁵ Voir à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/world/2018/may/08/iran-deal-trump-withdraw-us-latest-news-nuclear-agreement>

Voir également à l'adresse suivante : <https://carnegieendowment.org/2020/05/09/can-pompeo-trap-future-president-biden-in-trump-s-self-imposed-iran-crisis-pub-81760>

utilisaient pas étant donné qu'ils s'étaient retirés de l'accord⁶. Le 16 août 2020, il a renchéri en disant que les partisans de l'accord qui soutenaient que Washington *n'avait pas autorité à invoquer ses dispositions*, car il s'en était retiré, *avaient raison*⁷.

Brian H. Hook, Représentant spécial pour l'Iran et Haut conseiller politique auprès du Secrétaire d'État à cette époque, a clairement déclaré que les États-Unis s'étaient retirés de l'accord et qu'il appartenait donc aux autres participants de décider d'utiliser ou non le mécanisme de règlement des différends⁸.

Il apparaît donc très clairement que tous les hauts responsables de l'administration américaine sans exception ont considéré – et certains comme l'architecte du retrait des États-Unis⁹, John Bolton, l'ont dit explicitement et publiquement – que les États-Unis ne pouvaient plus recourir aux dispositions de la résolution 2231 pour appliquer à nouveau les dispositions de résolutions abrogées.

Le fait est que l'administration Trump espérait visiblement que le retrait illégal des États-Unis du Plan d'action, couplé à une politique tout aussi illégale de pression maximale, soit entraînerait la chute du Gouvernement iranien et mettrait le pays à genoux, soit provoquerait en retour un retrait de l'Iran du Plan d'action. Ces hypothèses s'étant avérées fausses, les États-Unis s'efforcent à présent sans vergogne d'opérer un virage et, faisant preuve d'une mauvaise foi extrême, utilisent la procédure à portée de main dont ils s'étaient privés à l'origine et de façon permanente.

Le Conseiller d'État Wang Yi, Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, dans sa lettre au Secrétaire général (S/2020/517), a également adopté la position selon laquelle les États-Unis, qui n'étaient plus participants au Plan d'action depuis qu'ils s'en étaient retirés, n'étaient pas en droit de demander que le Conseil de sécurité invoque le mécanisme de rétablissement automatique des sanctions (dit « snapback »)¹⁰.

Lors de la séance du Conseil de sécurité tenue le 30 juin 2020, les membres du Conseil ont souligné que les États-Unis n'avaient aucun droit de tirer parti du mécanisme de règlement des différends. La République populaire de Chine a adopté le point de vue selon lequel les États-Unis, étant donné leur

⁶ Q : En ce qui concerne les 180 jours, que va-t-il arriver en fin de compte aux sociétés européennes qui ont commencé de commercer avec l'Iran ? Est-ce que nous allons de manière certaine les sanctionner ? Ou bien est-il possible durant une période de 180 jours de négocier l'annulation de telles sanctions ?

AMBASSADEUR BOLTON : Eh bien, la décision que le Président a signée aujourd'hui rétablit les sanctions qui existaient au moment de l'accord ; ces sanctions prennent effet immédiatement.

Cela signifie que, dans la zone économique couverte par ces sanctions, aucun nouveau contrat commercial n'est autorisé. Le Trésor va annoncer dans les prochaines heures ce qu'il nomme des mesures d'extinction progressive, qui s'appliqueront aux contrats existants. Les périodes varieront au sein des contrats concernés ; elles pourront s'étendre sur six mois, d'autres pourraient être de 90 jours. D'autres dispositions pourront également être prises.

Ce cas de figure est en ligne sur le site Web du Département du Trésor depuis 2015, en raison des possibilités d'utilisation des dispositions prévues dans la résolution 2231, ce que nous ne faisons pas puisque nous sommes sortis de l'accord. Mais en d'autres termes, l'idée qu'il y aurait une période d'extinction progressive existe depuis longtemps. Et c'est pour l'essentiel la démarche que nous suivrons, et que nous suivons en ce moment. Mais le rétablissement des sanctions s'applique tout de suite.

Q : Mais nous ne négocierons pas leur annulation pour les contrats existants.

AMBASSADEUR BOLTON : Nous sommes sortis de l'accord.

Q : Nous sommes sortis.

AMBASSADEUR BOLTON : Nous sommes sortis de l'accord. Nous sommes sortis de l'accord.

Q : Nous en sommes sortis ?

AMBASSADEUR BOLTON : Vous avez bien compris. Accessible à l'adresse suivante :

<https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/press-briefing-national-security-advisor-john-bolton-iran/>

⁷ John Bolton, "Iran 'Snapback' Isn't Worth the Risk", the Wall Street Journal, 16 août 2020. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.wsj.com/articles/iran-snapback-isnt-worth-the-risk-11597595060>

⁸ Observations de Brian H. Hook, Représentant spécial pour l'Iran et Haut conseiller politique auprès du Secrétaire d'État. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/middle-east-peace-and-security>

⁹

¹⁰ Lettre datée du 8 juin 2020 adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies, S/2020/517.

retrait du Plan d'action, n'étaient plus considérés comme un participant et n'avaient plus le droit de déclencher le mécanisme de rétablissement des sanctions au Conseil de sécurité¹¹. À la même séance, l'Allemagne a confirmé en la personne de son Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies qu'elle rejetait, comme la Chine, une nouvelle application des dispositions des résolutions abrogées dans le cadre de la résolution 2231 et a déclaré qu'elle s'associait également aux propos tenus par le représentant de la Chine concernant le mécanisme de rétablissement automatique des sanctions¹².

Le représentant de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui a désapprouvé l'intention des États-Unis d'utiliser abusivement la procédure prévue dans la résolution 2231 et le Plan d'action, a déclaré qu'il souhaitait aborder devant le Conseil la question du possible rétablissement des sanctions, qui avait récemment donné lieu à spéculation. Comme l'avait déjà indiqué le Haut Représentant, en mai 2018, les États-Unis avaient annoncé qu'ils ne participeraient plus au Plan d'action global commun, ce qui avait été confirmé dans un mémorandum présidentiel¹³. Récemment, il a confirmé ce fait, en soulignant que l'Union européenne considérait donc que les États-Unis n'étaient pas en position d'invoquer les mécanismes dont disposaient les participants au Plan d'action (dont ledit « snapback »)¹⁴.

Par conséquent, comme noté par le Ministre des affaires étrangères Lavrov dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général (S/2020/451), ayant violé la résolution 2231 et refusé d'appliquer le Plan d'action global commun, les États-Unis ont ainsi perdu la possibilité d'utiliser les mécanismes prévus, entre autres, aux paragraphes 11 à 13 de la résolution¹⁵.

M. Larry D. Johnson, ancien Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques en poste au Bureau des affaires juridiques de l'ONU de 1971 à 2010, a donné son analyse de la tentative faite par les États-Unis de recourir au mécanisme prévu par la résolution.

À compter du 8 mai 2018, les États-Unis, à en juger par leurs propres documents et déclarations, ont cessé de participer au Plan d'action global commun. Ainsi, sur quoi ce pays se fonde-t-il à présent pour prétendre être un État participant au sens de la résolution, qui serait en droit d'invoquer le mécanisme de rétablissement des sanctions ? Peut-être l'argumentation repose-t-elle sur le fait que les États-Unis sont présentés comme un pays participant au Plan d'action global commun dans un paragraphe de la résolution 2231, dont le texte est indépendant de celui de l'accord. Il semble que le raisonnement soit le suivant : la résolution étant liée aux dispositions du Chapitre VII de la Charte, les États-Unis restent un pays participant aussi longtemps que le Conseil n'en a pas décidé autrement, sans considération de la position interne adoptée par le pays, à savoir se désengager de l'accord. Si le fondement juridique est celui-là, il est complètement irrecevable. Premièrement, le paragraphe en question est purement descriptif et incitatif ; il présente de manière factuelle la liste des participants au moment de l'adoption de la résolution, en 2015. Le Conseil n'a imposé à aucun pays de participer pas plus qu'il n'a déclaré le statut participatif de l'un ou de l'autre. Deuxièmement, le rétablissement des sanctions prévu au

¹¹ Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine, déclaration de l'Ambassadeur Zhang Jun lors de la visioconférence publique sur la question du nucléaire iranien, 30 juin 2020. Accessible à l'adresse suivante : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/zwjg_665342/zwbd_665378/t1793668.shtml

¹² Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, observations de l'Ambassadeur Christoph Heusgen lors de la séance sur la non-prolifération tenue en visioconférence par le Conseil de sécurité, 30 juin 2020. Accessible à l'adresse suivante : <https://new-york-un.diplo.de/un-en/news-corner/200630-heusgen-jcpoa/2361042>

¹³ Observations du Représentant de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, Olof Skoog, 30 juin 2020. <https://www.aljazeera.com/news/2020/08/trigger-snapback-sanctions-iran-eu-official-200816105311200.html>

¹⁵ Lettre datée du 27 mai 2020 adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, S/2020/451

paragraphe ayant force obligatoire ne peut être déclenché que par un « État participant ». Dorénavant, les États-Unis, de leur propre fait, sont au Conseil dans la même position que les autres pays ne participant pas à l'accord¹⁶.

Compte tenu de ce qui précède et au vu du contexte, de l'objet et du but de la résolution, ainsi que de l'aveu explicite de la Maison Blanche le jour où le Président Trump a ordonné de mettre un terme à la participation des États-Unis, de la pratique adoptée ultérieurement par ce pays, des déclarations faites par les représentants de tous les pays restés liés par l'accord et des vues exprimées par divers spécialistes et praticiens, les États-Unis ne peuvent d'aucune façon, même en débordant d'imagination ou en se fondant sur une interprétation erronée, être considérés comme un participant au Plan d'action global commun au titre de la résolution 2231.

III. Violation patente de la résolution 2231 et manque de bonne foi de la part des États-Unis

Au paragraphe 2 de la résolution 2231, le Conseil de sécurité

demande aux États Membres, aux organisations régionales et aux organisations internationales de prendre les mesures qui s'imposent pour appuyer l'application du Plan d'action, et notamment de prendre des mesures en rapport avec le plan d'application décrit dans le Plan d'action et la résolution et de *s'abstenir de toute action susceptible d'entraver le respect des engagements pris en vertu du Plan d'action.*

Les États-Unis ont commis une grave violation du Plan d'action global commun et de la résolution 2231 en se retirant illégalement du Plan d'action, en réimposant unilatéralement les sanctions à compter du 8 mai 2018 et jusqu'à ce jour, et en réprimant les États et les autres entités respectueux de la légalité, qui se conforment aux dispositions susmentionnées.

L'un des principes bien établis présidant à la création et à l'exécution d'obligations légales est la bonne foi, qui fait partie intégrante de la coopération internationale, en particulier lorsque celle-ci s'exerce aux fins de la mise en œuvre du Plan d'action et de la résolution 2231. Or, les actions et positions de l'actuelle administration américaine prouvent que les États-Unis n'ont jamais agi de bonne foi.

Les États-Unis n'ont pas seulement manqué à leurs propres engagements au titre du Plan d'action global commun, ils ont également empêché dans une large mesure les autres participants de s'acquitter des leurs, comme il leur était demandé de le faire dans la résolution 2231.

Depuis l'entrée en fonction du Président Trump, les États-Unis ont imposé des sanctions à l'Iran à 145 reprises¹⁷. Le Secrétaire général a souligné qu'il importait de lever les sanctions, conformément aux dispositions correspondantes du Plan d'action global commun et de la résolution 2231, ce dont les États-Unis n'ont pas tenu compte. Dans son septième rapport sur la mise en œuvre de la résolution, il a souligné que la levée des sanctions permettant la normalisation des relations commerciales et économiques constituait un élément essentiel du Plan d'action.¹⁸

Les États-Unis ont commis des violations de la résolution 2231, qui ne concernent pas uniquement les engagements qu'ils avaient pris au titre de la levée des sanctions. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, la décision des États-Unis de ne pas prévoir d'exceptions en ce qui concerne les projets liés au nucléaire dans le cadre du Plan d'action demeure également contraire aux objectifs

¹⁶ <https://twitter.com/MarkTFitz/status/1296221037684838402?s=09>

¹⁷ Une liste des sanctions imposées à l'Iran par les États-Unis est jointe en annexe à la présente lettre.

¹⁸ Conseil de sécurité, Septième rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, S/2019/492

énoncés dans le Plan d'action et dans la résolution 2231 et peut également entraver la capacité de la République islamique d'Iran d'appliquer certaines dispositions du Plan d'action et de la résolution¹⁹.

L'imposition de sanctions représente une manifestation flagrante de mauvaise foi et constitue un manquement grave au Plan d'action global commun, à la résolution 2231 et à une ordonnance provisoire de la Cour internationale de Justice²⁰, ainsi qu'à de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme relatives aux mesures économiques coercitives unilatérales.

Par conséquent, comme la Cour internationale de Justice l'a clairement mis en évidence dans son avis consultatif sur la Namibie de 1971,

« l'un des principes fondamentaux régissant le rapport ainsi établi sur le plan international est qu'une partie qui renie ou ne remplit pas ses propres obligations ne saurait être considérée comme conservant les droits qu'elle prétend tirer de ce rapport »²¹.

La notification relevant de la résolution 2231 n'est pas simplement une action discrétionnaire et officielle, elle fait aussi partie intégrante de la procédure de règlement des différends, qui est soumise à dessein à plusieurs restrictions et conditions. Tout participant de bonne foi au Plan d'action, ce que les États-Unis ne sont pas, est tenu de présenter sa notification au titre du paragraphe 11 de la résolution, en décrivant les efforts sincères qu'il a déployés pour épuiser toutes les voies du mécanisme de règlement des différends, comme indiqué au paragraphe 37 du Plan d'action figurant en annexe à la résolution 2231. Les États-Unis n'ont déployé aucun effort – sans parler de leur bonne foi – pour épuiser les voies du mécanisme de règlement des différends.

Selon les principes généraux du droit universellement admis, les États-Unis ne peuvent en aucun cas tirer parti de leur acte illégal²² de retrait du Plan d'action en présumant qu'ils ne sont pas tenus d'assortir leur notification d'une description des efforts sincères qu'ils ont déployés. Le Conseil de sécurité devrait examiner les dispositions correspondantes du Plan d'action figurant à l'annexe A de la résolution.

L'histoire des négociations du Plan d'action – et de la résolution 2231 – montre nettement que le mécanisme de règlement des différends, que ce soit à la Commission conjointe ou au Conseil de sécurité, a été intentionnellement conçu comme une procédure longue et en plusieurs étapes, qui vise à protéger ce succès unique remporté par la communauté internationale et à empêcher toute action arbitraire émanant d'un véritable participant, sans parler des États-Unis qui se sont départis de ce statut au plus haut niveau.

À cet égard, il convient de noter que le critère de bonne foi, qui s'applique également à l'interprétation de la résolution 2231 du Conseil de sécurité, est renforcé par le paragraphe 2 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies,

aux termes duquel les membres de l'Organisation, afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de membre, doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la Charte.

¹⁹ Conseil de sécurité, Huitième rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, S/2020/531.

²⁰ Violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, C.I.J. Recueil, 3 octobre 2018. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.icj-cij.org/files/case-related/175/175-20181003-ORD-01-00-EN.pdf>

²¹ Conséquences juridiques pour les États de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1971, par. 91.

²² *Ex Injuria Sua Nemo Habere Debet*

Dans le cas présent, les pratiques et actes illégaux auxquels les États-Unis ont recouru, ainsi que l'abus de procédure, les manœuvres trompeuses et le tour de passe-passe pseudo-juridique pour déclencher une nouvelle fois l'application des dispositions figurant dans des résolutions abrogées visant l'Iran vont à l'encontre de la condition de bonne foi.

IV. Efforts déployés de bonne foi par l'Iran pour mettre pleinement en œuvre le Plan d'action global commun

La décision de retrait du Plan d'action global commun prise par le Président des États-Unis n'a pas été précédée d'un *seul* cas de non-respect par l'Iran de ses obligations au titre dudit Plan et a été mise en œuvre *en dépit* de la pleine conformité de notre pays aux dispositions prévues, comme l'Agence internationale de l'énergie atomique l'a vérifié dans 15 rapports établis de la date de conclusion de l'accord jusqu'à l'écoulement de plus d'un an après le retrait illégal des États-Unis²³.

À la suite du retrait illégal des États-Unis et de la réimposition des sanctions qui avaient été levées conformément au Plan d'action global commun, l'Iran n'a pu jouir des bénéfices qu'il devait retirer de cette levée. Après le retrait des États-Unis du Plan d'action, le Secrétaire général²⁴, les autres participants au Plan d'action²⁵ et de nombreux autres membres de la communauté internationale ont appelé l'Iran à chercher une solution à ses préoccupations au moyen des mécanismes établis par le Plan d'action et à permettre aux autres participants de remédier à ce retrait illégal.

Il était clair depuis le départ que la réintroduction ou la réimposition de sanctions et de mesures restrictives, y compris leur extension, constituerait un cas de non-respect notable qui déchargerait l'Iran de tout ou partie de ses engagements²⁶, comme stipulé au paragraphe 26 du Plan d'action²⁷.

Tout en se réservant expressément le droit²⁸ découlant directement du paragraphe 26 du Plan d'action, mon gouvernement a déclenché le mécanisme de règlement des différends prévu au paragraphe 36 de l'accord daté du 10 mai 2018²⁹. Agissant de bonne foi, l'Iran s'est toutefois abstenu d'appliquer le

²³ Rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique au Conseil de sécurité S/2016/57 (19 janvier 2016), S/2016/250 (15 mars 2016), S/2016/535 (13 juin 2016), S/2016/808 (22 septembre 2016), S/2016/983 (21 novembre 2016), S/2017/234 (20 mars 2017), S/2017/502 (14 juin 2017), S/2017/777 (13 septembre 2017), S/2017/994 (28 novembre 2017), S/2018/205 (8 mars 2018), S/2018/540 (6 juin 2018), S/2018/835 (12 septembre 2018), S/2018/1048 (26 novembre 2018), S/2019/212 (6 mars 2019) et S/2019/496 (14 juin 2019).

²⁴ Déclaration du Secrétaire général sur le Plan d'action global commun, 8 mai 2018. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2018-05-08/statement-secretary-general-joint-comprehensive-plan-action-jcpoa>

²⁵ Observations de la Haute Représentante/Vice-Présidente Federica Mogherini à propos de la déclaration du Président Trump relative à l'accord sur le nucléaire iranien, Rome, 8 mai 2018.

²⁶ Voir lettre datée du 20 juillet 2015, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2015/550).

²⁷ Paragraphe 26 du Plan d'action global commun : « *L'Iran a déclaré que le rétablissement ou la reprise de l'imposition des sanctions énoncées à l'annexe II, ou l'imposition de nouvelles sanctions liées au nucléaire, constituerait un motif justifiant de sa part le non-respect de tout ou partie de ses engagements au titre du présent Plan d'action* ».

²⁸ Dans ma lettre datée du 10 mai 2018 adressée au Coordonnateur de la Commission conjointe du Plan d'action, j'ai déclaré que l'Iran avait incontestablement le droit, tel que reconnu par le Plan d'action et la résolution 2231 du Conseil de sécurité, de prendre les mesures qui s'imposaient en réponse aux nombreux actes répétés et illégaux commis par les États-Unis, notamment leur retrait du Plan d'action et le rétablissement de toutes les sanctions. Toutefois, comme le Président Rouhani l'a annoncé le 8 mai dans son allocution télévisée et l'a détaillé dans la déclaration gouvernementale datée du 10 mai 2018, la République islamique d'Iran prendrait quelques semaines pour décider de la marche à suivre, après avoir consulté les autres participants au Plan d'action global commun pour déterminer si et comment les engagements pris collectivement par le groupe E3/UE+3 envers l'Iran pouvaient être respectés par un groupe E3/UE+2, en l'absence d'une partie ayant renié le Plan. Ce délai ne porterait en rien atteinte au droit de l'Iran à réagir et à protéger ses intérêts nationaux s'il y avait lieu, un droit manifestement reconnu dans le Plan d'action global commun et la résolution 2231 (2015).

²⁹ Voir ma lettre datée du 10 mai 2018 adressée au Coordonnateur de la Commission conjointe du Plan d'action global commun.

« remède » prévu afin de permettre aux autres participants de tenir leurs promesses. Durant une année entière, il a continué d'appliquer intégralement les dispositions du Plan d'action. Le plein respect des engagements pris à ce titre par le pays a été vérifié par l'AIEA dans 15 rapports successifs³⁰.

Ayant épuisé les possibilités offertes par le mécanisme de règlement des différends sans rencontrer le moindre succès, mon gouvernement a décidé, le 8 mai 2019, en pleine conformité avec les dispositions du Plan d'action, d'exercer les droits que lui confèrent les paragraphes 26 et 36 dudit Plan, à savoir prendre des mesures correctives et cesser de remplir pour partie ses engagements, de sorte à préserver l'accord.

Malgré tout, nos mesures correctives n'ont eu jusqu'ici aucune incidence sur la vérification et le contrôle de notre programme nucléaire pacifique par l'AIEA, ce qui rend nulle et non avenue toute allégation de risque de prolifération. De fait, le programme nucléaire pacifique de l'Iran reste soumis au régime d'inspection le plus rigoureux de l'histoire. Entre 2016 et 2019, plus de 92 % du total des contrôles comparables effectués par l'Agence dans le monde ont concerné l'Iran³¹.

V. Conclusion : la notification voulue par les États-Unis est *irrecevable*

Le mépris des États-Unis pour l'état de droit et leur utilisation abusive de l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir leurs intérêts unilatéraux et détruire les fondements mêmes du multilatéralisme et du droit international représentent une grave menace pour le monde civilisé ainsi que pour la paix et la sécurité internationales. En procédant par simple notification – après avoir déjà violé les obligations mises à leur charge par la résolution 2231 et par l'article 25 de la Charte des Nations Unies en réimposant des sanctions unilatérales illégales –, les États-Unis invoquent abusivement les dispositions énoncées aux paragraphes 10 et 11 de la résolution 2231 et y contreviennent, ce qui constitue un précédent extrêmement dangereux que le Conseil et ses membres doivent rejeter catégoriquement et vigoureusement.

Comme indiqué au début du paragraphe 10 de la résolution 2231, le mécanisme de règlement des différends n'est ouvert qu'aux participants actuels – et non à un participant « initial » défaillant qui a délibérément et explicitement décidé de cesser sa participation, s'est activement employé à détruire l'instrument et a ultérieurement renoncé à tous ses privilèges et prérogatives.

Loin d'être automatique, l'application de la procédure est au contraire subordonnée aux conditions prévues aux paragraphes 36 et 37 du Plan d'action global commun, reproduites en annexe de la résolution 2231 et approuvées par le Conseil de sécurité aux paragraphes 10 à 13 du texte. La tentative illégale des États-Unis d'exploiter le mécanisme de règlement des différends dans le but d'anéantir la résolution 2231 et le Plan d'action global commun doit être considérée comme un abus de procédure qui portera atteinte à la crédibilité et à l'intégrité fondamentales du Conseil de sécurité.

Les procédures spécifiques prévues dans la résolution 2231 visent à prévenir l'*abus de procédure*, qui est interdit en droit international. Compte tenu des mesures illégales prises par le passé contre l'Iran, un soin méticuleux a été accordé au libellé de cette résolution au moment de l'adoption du Plan d'action global commun afin d'empêcher tout abus unilatéral de la procédure de règlement des différends. À cette fin, les paragraphes 10 et 11 de la résolution renvoient aux conditions encadrant le recours au mécanisme de règlement des différends prévues aux paragraphes 36 et 37 du Plan d'action global commun. Au paragraphe 11 de la résolution, le Conseil de sécurité « exprime » également la nécessité de créer un « Conseil consultatif » pour mettre fin à tout recours arbitraire au mécanisme de règlement des différends.

³⁰ Rapports présentés par l'AIEA au Conseil de sécurité ; références indiquées dans la note en bas de page n° 23 ci-dessus.

³¹ AIEA, « Rapport sur l'application des garanties pour 2019 », GOV/2020/9.

La République islamique d'Iran a déjà eu l'occasion de manifester clairement sa bonne foi et sa pleine responsabilité. C'est désormais au tour de la communauté internationale de faire de même. En conséquence, j'exhorte le Conseil de sécurité à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour empêcher les États-Unis – un État qui a contrevenu sans vergogne et à maintes reprises à la résolution 2231 – d'abuser unilatéralement et illégalement du mécanisme de règlement des différends, dans l'objectif déclaré d'anéantir le Plan d'action global commun et la résolution 2231, et à s'abstenir d'accepter la notification et d'en reconnaître les effets. Le peuple iranien est en droit d'attendre du Conseil qu'il garantisse les droits que lui confère la résolution et qu'il amène les États-Unis à rendre compte du préjudice irréparable infligé à l'ensemble de la nation iranienne pour de purs motifs d'ambition personnelle ou d'opportunité politique intérieure.

Compte tenu de ce qui précède, je suis convaincu que le Président du Conseil de sécurité s'abstiendra de recevoir et de diffuser la notification des États-Unis, laquelle est irrecevable, et que le Conseil ne permettra pas aux États-Unis d'abuser de sa résolution 2231 pour atteindre son objectif déclaré d'anéantir cette résolution et, dans la foulée, l'autorité du Conseil et celle de l'Organisation.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

[signé]

M. Javad Zarif

Sanctions américaines contre l'Iran sous l'administration Trump

De janvier 2017 à août 2020

n°	Description	Date
1	Ajout de 13 personnes et de 12 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la Liste des nationaux spécifiquement désignés et des personnes et entités dont les avoirs ont été gelés (« SDN List ») ¹	3 février 2017
2	Ajout de 1 personne et de 1 entité iraniennes à la SDN List ²	13 avril 2017
3	Ajout de 3 personnes et de 4 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List ³	17 mai 2017
4	Ajout de 7 personnes et de 11 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List ⁴	18 juillet 2017
5	Adoption du Countering America's Adversaries Through Sanctions Act de 2017 ⁵	27 juillet 2017
6	Ajout de 6 entités iraniennes à la SDN List ⁶	28 juillet 2017
7	Ajout de 7 personnes et de 3 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List ⁷	14 septembre 2017
8	Ajout de 4 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List ⁸	13 octobre 2017
9	Ajout de 2 personnes et de 4 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List ⁹	20 novembre 2017

¹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170203.aspx>

² Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170413.aspx>

³ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170517.aspx>

⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170718.aspx>

⁵ H.R.3364 – “*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*”, disponible à l'adresse : <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3364/actions?KWICView=false>

⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170728.aspx>

⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170914.aspx>

⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20171013.aspx>

⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20171120.aspx>

10	Ajout de 5 entités iraniennes à la SDN List ¹⁰	4 janvier 2018
11	Ajout de 5 personnes et de 9 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List ¹¹	1 ^{er} janvier 2018
12	Ajout de 10 personnes et de 1 entité iraniennes à la SDN List ¹²	23 mars 2018
13	Ajout de 6 personnes et de 3 entités iraniennes à la SDN List ¹³	10 mai 2018
14	Ajout de 4 personnes, dont le Gouverneur de la Banque centrale d'Iran, et de 1 entité iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List ¹⁴	15 mai 2018
15	Ajout de 5 entités iraniennes à la SDN List ¹⁵	22 mai 2018
16	Ajout de 3 personnes et de 6 entités iraniennes (liées à l'Iran) ainsi que de 31 aéronefs à la SDN List ¹⁶	28 mai 2018
17	Ajout de 6 personnes et de 3 entités iraniennes à la SDN List ¹⁷	30 mai 2018
18	Révocation des licences générales liées au Plan d'action global commun ¹⁸ : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Licence générale H</u> : Autorisation de certaines transactions relatives à des entités étrangères détenues ou contrôlées par une personne des États-Unis - <u>Licence générale I</u> : Autorisation de certaines transactions liées à la négociation et à la conclusion de contrats conditionnels pour des activités pouvant être autorisées en vertu de la déclaration de politique d'octroi de licences pour les activités liées à l'exportation ou à la réexportation en Iran d'aéronefs commerciaux de passagers et de pièces et services connexes 	27 juin 2018

¹⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180104.aspx>

¹¹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180112.aspx>

¹² Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180323.aspx>

¹³ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180510.aspx>

¹⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180515.aspx>

¹⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180522.aspx>

¹⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180524.aspx>

¹⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180530.aspx>

¹⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180627.aspx>

19	Ajout de la société d'aviation civile Mahan Travel and Tourism à la SDN List ¹⁹	9 juillet 2018
20	Prise du décret présidentiel 13846 visant à rétablir certaines sanctions contre l'Iran ²⁰	6 août 2018
21	Ajout de 1 entité liée à l'Iran à la SDN List ²¹	14 septembre 2018
22	Ajout de 20 entités iraniennes, dont certaines banques et entreprises automobiles iraniennes, à la SDN List du Bureau du contrôle des avoirs étrangers ²²	16 octobre 2018
23	Modification des Iranian Transactions and Sanctions Regulations (Code of Federal Regulations, titre 31, partie 560) en application de la décision présidentielle du 8 mai 2018 de mettre fin à la participation des États-Unis au Plan d'action global commun ²³	2 novembre 2018
24	Désignation ou nomination et ajout à la SDN List de plus de 700 personnes (dont certaines en avaient été retirées en vertu du Plan d'action) ²⁴	5 novembre 2018
25	Ajout de 2 personnes et de 1 entité iraniennes à la SDN List ²⁵	20 novembre 2018
26	Ajout de 2 personnes iraniennes à la SDN List ²⁶	28 novembre 2018
27	Ajout de 4 entités iraniennes (liées à l'Iran), dont la société d'aviation civile Mahan Qeshm Fars Air, et de 2 aéronefs iraniens à la SDN List ²⁷	24 janvier 2019
28	Ajout de 1 personne turque à la SDN List ²⁸	7 février 2019

¹⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180709.aspx>

²⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180806.aspx>

²¹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180914.aspx>

²² Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20181016.aspx>

²³ Disponible à l'adresse : https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20181102_33.aspx

²⁴ Disponible à l'adresse : https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20181105_names.aspx

²⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191120.aspx>

²⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191128.aspx>

²⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190124.aspx>

²⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190207.aspx>

29	Ajout de 9 personnes et de 2 entités iraniennes à la SDN List ²⁹	13 février 2019
30	Ajout de 14 personnes et de 17 entités iraniennes à la SDN List ³⁰	22 mars 2019
31	Ajout de 9 personnes et de 11 entités iraniennes à la SDN List ³¹	26 mars 2019
32	Désignation du Corps des gardiens de la révolution islamique comme organisation terroriste étrangère ³²	8 avril 2019
33	Tentative de réduire les exportations de pétrole iranien à zéro ³³	22 avril 2019
34	Renforcement de la campagne de pression maximale par l'imposition de restrictions aux activités nucléaires de l'Iran ³⁴	3 mai 2019
35	Prise du décret présidentiel 13871 visant à imposer des sanctions relatives à la production de fer, d'acier, d'aluminium et de cuivre en Iran ³⁵	8 mai 2019
36	Ajout de 33 sociétés pétrochimiques iraniennes à la SDN List du Bureau du contrôle des avoirs étrangers ³⁶	7 juin 2019
37	Ajout de 2 personnes et de 1 entité liées à l'Iran à la SDN List ³⁷	12 juin 2019
38	Prise du décret présidentiel 13876 visant à imposer des sanctions contre les hauts fonctionnaires de l'Iran ³⁸	24 juin 2019
39	Ajout de 9 hauts fonctionnaires iraniens, dont le Guide suprême, à la SDN List du Bureau du contrôle des avoirs étrangers ³⁹	4 juin 2019

²⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190213.aspx>

³⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190322.aspx>

³¹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190326.aspx>

³² Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/statement-president-designation-islamic-revolutionary-guard-corps-foreign-terrorist-organization/>

³³ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/advancing-the-u-s-maximum-pressure-campaign-on-iran/>

³⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/advancing-the-maximum-pressure-campaign-by-restricting-irans-nuclear-activities/>

³⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190508.aspx>

³⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190607.aspx>

³⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190612.aspx>

³⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190624.aspx>

³⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190624.aspx>

40	Ajout de 5 personnes iraniennes et de 7 entités liées à l'Iran à la SDN List ⁴⁰	18 juillet 2019
41	Ajout de 1 personne et de 1 entité liées à l'Iran à la SDN List ⁴¹	22 juillet 2019
42	Ajout du Ministre iranien des affaires étrangères à la SDN List ⁴²	31 juillet 2019
43	Ajout de 5 personnes et de 5 entité iraniennes (ou liées à l'Iran) à la SDN List ⁴³	28 août 2019
44	Ajout de 1 navire iranien (ADRIAN DARYA 1) et de son commandant indien à la SDN List ⁴⁴	30 août 2019
45	Ajout de 3 entités iraniennes à la SDN List ⁴⁵	3 septembre 2019
46	Ajout de 9 personnes iraniennes, de 16 entités iraniennes (ou liées à l'Iran) et de 6 navires iraniens (ou liés à l'Iran) à la SDN List ⁴⁶	4 septembre 2019
47	Prise du décret présidentiel 13886 modifiant le décret présidentiel 13224 ⁴⁷	10 septembre 2019
48	Imposition de sanctions contre la Banque centrale et le Fonds national de développement de l'Iran ⁴⁸	20 septembre 2019
49	Ajout de 5 personnes et de 6 entités liées à l'Iran à la SDN List ⁴⁹	25 septembre 2019
50	Imposition de nouvelles sanctions à l'Iran et prolongation des restrictions nucléaires ⁵⁰	31 octobre 2019

⁴⁰ Disponible à l'adresse : https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190718_33.aspx

⁴¹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190722.aspx>

⁴² Disponible à l'adresse : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm749>

⁴³ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190828.aspx>

⁴⁴ Disponible à l'adresse : https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190830_33.aspx

⁴⁵ Disponible à l'adresse : https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190903_33.aspx

⁴⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190904.aspx>

⁴⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190910.aspx>

⁴⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190920.aspx>

⁴⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190925.aspx>

⁵⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/secretary-pompeo-imposes-new-sanctions-on-iran-and-extends-nuclear-restrictions/>

51	Extension des sanctions contre le secteur de la construction en Iran en vertu du Iran Freedom and Counter-Proliferation Act (IFCA) de 2012 ⁵¹	31 octobre 2019
52	Ajout de 9 personnes et de 1 entité à la SDN List ⁵²	4 novembre 2019
53	Ajout du Ministre iranien des technologies de l'information et des télécommunications à la SDN List ⁵³	22 novembre 2019
54	Ajout de 2 navires iraniens, de 1 personne et de 5 entités iraniennes à la SDN List ⁵⁴	11 décembre 2019
55	Ajout de 2 juges iraniens à la SDN List ⁵⁵	14 décembre 2019
56	Ajout de 7 personnes iraniennes, de 20 entités iraniennes (liées à l'Iran) et de 1 navire à la SDN List ⁵⁶	10 janvier 2020
57	Prise du décret présidentiel 13902 visant à imposer des sanctions aux secteurs de la construction, des mines, de la fabrication et du textile en Iran ⁵⁷	10 janvier 2020
58	Ajout de 1 responsable militaire iranien à la SDN List ⁵⁸	18 janvier 2020
59	Ajout de 6 entités chinoises et de 2 personnes à la SDN List ⁵⁹	23 janvier 2020
60	Ajout du Chef de l'Organisation atomique iranienne à la SDN List ⁶⁰	31 janvier 2020
61	Ajout de 5 membres du Conseil des gardiens de la Constitution à la SDN List ⁶¹	20 Février 2020
62	Ajout de 15 personnes chinoises, turques, iraqiennes et russes à la SDN List ⁶²	25 février 2020
63	Ajout de Iran Air à la Liste des entités ⁶³	16 mars 2020

⁵¹ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/findings-pursuant-to-the-iran-freedom-and-counter-proliferation-act-ifca-of-2012/>

⁵² Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191104.aspx>

⁵³ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191122.aspx>

⁵⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191211.aspx>

⁵⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191214.aspx>

⁵⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200110.aspx>

⁵⁷ Disponible à l'adresse : https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/20200110_iran_eo.pdf

⁵⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/designation-of-irgc-commander-shahvarpour-for-gross-human-rights-violations-during-protest/>

⁵⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200123.aspx>

⁶⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/designation-of-the-atomic-energy-organization-of-iran-its-head-ali-akbar-salehi-and-renewing-nuclear-restrictions/>

⁶¹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200220.aspx>

⁶² Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/news-sanctions-under-the-iran-north-korea-and-syria-nonproliferation-act-inksna/>

⁶³ Disponible à l'adresse : <https://www.federalregister.gov/documents/2020/03/16/2020-03157/addition-of-entities-to-the-entity-list-and-revision-of-entry-on-the-entity-list>

64	Ajout de 4 personnes et de 9 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List ⁶⁴	18 mars 2020
65	Ajout de 5 scientifiques nucléaires iraniens à la Liste des entités ⁶⁵	18 mars 2020
66	Ajout de 5 entités non iraniennes à la SDN List ⁶⁶	19 mars 2020
67	Ajout de 15 personnes et de 5 entités iraniennes et iraqiennes à la SDN List ⁶⁷	26 mars 2020
68	Ajout de 1 personne et de 1 entité iraqiennes à la SDN List ⁶⁸	1 ^{er} mai 2020
69	Ajout de 1 entité chinoise à la SDN List ⁶⁹	19 mai 2020
70	Ajout de 9 personnes iraniennes, dont le Ministre de l'intérieur et des hauts responsables des services de répression, et de 3 entités à la SDN List ⁷⁰	20 mai 2020
71	Fin de la levée des sanctions qui s'appliquait à l'ensemble des projets nucléaires initiés en Iran dans le cadre du Plan d'action global commun ⁷¹	27 mai 2020
72	Ajout de 2 scientifiques nucléaires iraniens à la SDN List ⁷²	27 mai 2020
73	Mise à jour des motifs des sanctions contre la société Islamic Republic of Iran Shipping Lines (IRISL) et sa filiale basée à Shanghai, E-Sail Shipping Company Ltd (E-Sail), et contre plusieurs navires iraniens ⁷³	8 juin 2020

⁶⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200318.aspx>

⁶⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/constraining-iranian-nuclear-scientists/>

⁶⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200319.aspx>

⁶⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200326.aspx>

⁶⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200501.aspx>

⁶⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200520.aspx>

⁷⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200519.aspx>

⁷¹ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/keeping-the-world-safe-from-irans-nuclear-program/>

⁷² Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/keeping-the-world-safe-from-irans-nuclear-program/>

⁷³ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200608.aspx>

74	Ajout de 5 capitaines iraniens à la SDN List ⁷⁴	24 juin 2020
75	Ajout de 8 grandes sociétés métallurgiques iraniennes et de leurs filiales et agents commerciaux étrangers à la SDN List ⁷⁵	25 juin 2020
76	Élargissement de la portée des sanctions contre le secteur métallurgique ⁷⁶	30 juillet 2020
77	Saisie de plus d'un million de barils d'essence iranienne ⁷⁷	14 août 2020

⁷⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200624.aspx>

⁷⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200625.aspx>

⁷⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/expansion-of-the-scope-of-iran-metals-sanctions-targeting-irans-nuclear-military-and-ballistic-missile-programs-and-the-irgc/>

⁷⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/on-u-s-seizure-of-iranian-gasoline-intended-for-the-illegitimate-maduro-regime/>

Mesures prises par la Maison Blanche, le Bureau du contrôle des avoirs étrangers et le Département de la justice contre l'Iran

De janvier 2017 à août 2020

n°	Description	Date
1	Pénalité de 1,19 milliard de dollars imposée à une société chinoise pour violation des règles d'exportation en Iran ⁷⁸	7 mars 2017
2	Plaidoyer de culpabilité de ZTE Corporation sur le chef d'accusation d'envoi de biens d'origine américaine en Iran en violation des sanctions imposées par les États-Unis et engagement à verser plus de 430,4 millions de dollars ⁷⁹	7 mars 2017
3	Condamnation d'un Iranien membre d'un groupe cybercriminel organisé international à 10 ans de réclusion criminelle pour vente en ligne d'informations sur des cartes de crédit volées ⁸⁰	9 mars 2017
4	Plaidoyer de culpabilité de ZTE Corporation sur le chef d'accusation d'envoi de biens d'origine américaine en Iran en violation des sanctions imposées par les États-Unis ⁸¹	22 mars 2017
5	Condamnation d'un Singapourien à 40 mois d'emprisonnement pour entente en vue d'exporter en Iran des composants américains ⁸²	27 avril 2017
6	Inculpation de 2 ressortissants iraniens pour piratage d'un fabricant de logiciels du Vermont ⁸³	17 juillet 2017
7	Inculpation de 2 ressortissants iraniens pour fraude à la carte de crédit et entente en vue d'effectuer un piratage informatique ⁸⁴	8 août 2017
8	Condamnation à 57 mois d'emprisonnement du PDG d'une société internationale de métallurgie pour entente en vue d'exporter des métaux spéciaux en Iran ⁸⁵	7 septembre 2017

⁷⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.commerce.gov/news/press-releases/2017/03/secretary-commerce-wilbur-l-ross-jr-announces-119-billion-penalty>

⁷⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/zte-corporation-agrees-plead-guilty-and-pay-over-4304-million-violating-us-sanctions-sending>

⁸⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-member-international-cybercrime-conspiracy-sentenced-10-years-prison-selling-stolen>

⁸¹ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/zte-corporation-pleads-guilty-violating-us-sanctions-sending-us-origin-items-iran>

⁸² Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/singapore-man-sentenced-40-months-prison-plot-involving-exports-iran-us-components>

⁸³ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-iranian-nationals-charged-hacking-vermont-software-company>

⁸⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-iranian-nationals-charged-credit-card-fraud-and-computer-hacking-conspiracy>

⁸⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-edny/pr/ceo-international-metallurgical-company-sentenced-57-months-prison-conspiring-export>

9	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran ⁸⁶	6 octobre 2017
10	Condamnation d'un banquier turc pour entente en vue de contourner les sanctions imposées par les États-Unis contre l'Iran et autres faits ⁸⁷	3 janvier 2018
11	Prise de mesures par le Ministère du commerce contre le réseau iranien de trafic d'aéronefs ⁸⁸	5 février 2018
12	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran ⁸⁹	12 mars 2018
13	Arrestation d'un ressortissant iranien accusé d'avoir commis une manœuvre frauduleuse visant à contourner des sanctions économiques imposées par les États-Unis en envoyant illégalement plus de 115 millions de dollars en provenance du Venezuela via le système financier américain ⁹⁰	20 mars 2018
14	Condamnation d'un citoyen iranien pour entente en vue de faciliter l'exportation illégale de technologies en Iran ⁹¹	20 mars 2018
15	Inculpation de 9 Iraniens pour avoir mené une campagne massive de cyber-vols pour le compte du Corps des gardiens de la révolution islamique ⁹²	23 mars 2018
16	Publication de l'avis du réseau pour la répression des délits financiers (FinCEN) sur l'Iran ⁹³	10 mai 2018
17	Condamnation à 32 mois d'emprisonnement d'un banquier turc pour entente en vue de violer des sanctions imposées contre l'Iran par les États-Unis et autres infractions ⁹⁴	16 mai 2018
18	Inculpation de 2 personnes ayant agi comme agents illégaux du Gouvernement iranien ⁹⁵	20 août 2018
19	Condamnation à plus de trois ans d'emprisonnement d'un Canadien pour entente en vue d'exporter en Iran des biens et des technologies faisant l'objet de restrictions ⁹⁶	22 août 2018

⁸⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/notice-regarding-continuation-national-emergency-respect-iran/>

⁸⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/turkish-banker-convicted-conspiring-evade-us-sanctions-against-iran-and-other-offenses>

⁸⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.bis.doc.gov/index.php/documents/about-bis/newsroom/press-releases/2190-yegane-tdo-final-cleared-press-release/file>

⁸⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/notice-regarding-continuation-national-emergency-respect-iran-2/>

⁹⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-national-arrested-scheme-evade-us-economic-sanctions-illicitly-sending-more-115>

⁹¹ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-citizen-sentenced-conspiring-facilitate-illegal-export-technology-iran>

⁹² Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/nine-iranians-charged-conducting-massive-cyber-theft-campaign-behalf-islamic-revolutionary>

⁹³ Disponible à l'adresse : <https://www.fincen.gov/news/news-releases/fincen-issues-advisory-iranian-regimes-illicit-and-malign-activities-and>

⁹⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/turkish-banker-sentenced-32-months-conspiring-violate-us-sanctions-against-iran-and-other>

⁹⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-individuals-charged-acting-illegal-agents-government-iran>

20	Retrait du Traité d'amitié ⁹⁷	3 octobre 2018
21	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran ⁹⁸	8 octobre 2018
22	Mémorandum présidentiel à l'intention du Secrétaire d'État, du Secrétaire au trésor et du Secrétaire à l'énergie ⁹⁹	31 octobre 2018
23	Plaidoyer de culpabilité d'un ressortissant iranien sur le chef d'entente en vue d'exporter illégalement en Iran des produits en provenance des États-Unis ¹⁰⁰	8 novembre 2018
24	Inculpation de deux Iraniens pour utilisation d'un logiciel rançonneur en vue d'extorquer des fonds à des hôpitaux, à des municipalités et à des institutions publiques, les dommages s'élevant à plus de 30 millions de dollars ¹⁰¹	28 novembre 2018
25	Annonce d'une récompense de 3 millions de dollars pour toute information conduisant à l'arrestation d'un Iranien impliqué dans l'acquisition illégale de technologies américaines ¹⁰²	12 décembre 2018
26	Inculpation d'une ancienne agente du contre-espionnage américain pour espionnage au profit de l'Iran et de quatre Iraniens pour avoir mené une cyber-campagne visant ses anciens collègues ¹⁰³	13 février 2019
27	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran ¹⁰⁴	12 mars 2019
28	Condamnation à une peine d'emprisonnement d'un ressortissant australien pour exportation de produits électroniques en Iran ¹⁰⁵	21 mars 2019
29	Plaidoyer de culpabilité de la Standard Chartered Bank concernant des transactions illégales faites en violation des sanctions imposées à l'Iran et engagement à payer plus d'un milliard de dollars ¹⁰⁶	9 avril 2019

⁹⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/canadian-sentenced-3-years-prison-conspiracy-export-restricted-goods-and-technology-iran>

⁹⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/remarks-to-the-media-3/>

⁹⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/text-notice-continuation-national-emergency-respect-iran/>

⁹⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-memorandum-secretary-state-secretary-treasury-secretary-energy-4/>

¹⁰⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-national-pleads-guilty-conspiring-illegally-export-products-united-states-iran>

¹⁰¹ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-iranian-men-indicted-deploying-ransomware-extort-hospitals-municipalities-and-public>

¹⁰² Disponible à l'adresse : <https://www.fbi.gov/contact-us/field-offices/minneapolis/news/press-releases/3-million-reward-announced-for-information-leading-to-arrest-of-iranian-tied-to-illegal-procurement-of-us-technology>

¹⁰³ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/former-us-counterintelligence-agent-charged-espionage-behalf-iran-four-iranians-charged-cyber>

¹⁰⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/text-notice-continuation-national-emergency-respect-iran-2/>

¹⁰⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-dc/pr/australian-national-sentenced-prison-term-exporting-electronics-iran>

30	Consentement de UniCredit Bank AG à plaider coupable sur le chef de transactions en violation des sanctions imposées à l'Iran ¹⁰⁷	15 avril 2019
31	Mémorandum sur la décision prise par le Président en vertu de la section 1245 d) 4) B) et C) du National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2012 ¹⁰⁸	29 avril 2019
32	Levée de scellés sur deux actes d'accusation à l'encontre d'un citoyen iranien pour violation des lois américaines sur les exportations et des sanctions imposées contre l'Iran ¹⁰⁹	4 juin 2019
33	Inculpation d'une femme du comté de Morris pour entente avec un ressortissant iranien en vue d'exporter illégalement en Iran des composants aéronautiques ¹¹⁰	11 juin 2019
34	Extradition d'un ressortissant iranien et levée des scellés sur les actes d'accusation à l'encontre de deux autres hommes pour exportation en Iran de fibre carbone en provenance des États-Unis ¹¹¹	16 juillet 2019
35	Plaidoyer de culpabilité du dirigeant d'une société d'exportation iranienne sur le chef de violations des sanctions imposées contre l'Iran par les États-Unis ¹¹²	19 juillet 2019
36	Publication d'un avis à l'intention de l'industrie de l'aviation civile concernant l'Iran ¹¹³	23 juillet 2019
37	Plaidoyer de culpabilité d'un citoyen iranien sur le chef d'entente en vue de faciliter l'exportation illégale de technologies en Iran ¹¹⁴	9 août 2019
38	Plaidoyer de culpabilité d'un homme d'affaires iranien sur le chef d'entente en vue d'exporter en Iran de la fibre carbone en provenance des États-Unis en violation des sanctions imposées par les États-Unis ¹¹⁵	29 août 2019
39	Condamnation d'un homme d'affaires turc à 27 mois d'emprisonnement sur le chef d'entente en vue d'exporter en Iran du matériel maritime en provenance des États-Unis en violation des sanctions imposées par les États-Unis ¹¹⁶	3 septembre 2019

¹⁰⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/standard-chartered-bank-admits-illegally-processing-transactions-violation-iranian-sanctions>

¹⁰⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/unicredit-bank-ag-agrees-plead-guilty-illegally-processing-transactions-violation-iranian>

¹⁰⁸ Disponible à l'adresse : <https://s3.amazonaws.com/public-inspection.federalregister.gov/2019-10472.pdf>

¹⁰⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.bis.doc.gov/index.php/documents/about-bis/newsroom/press-releases/2404-two-indictments-unsealed-charging-iranian-citizen-with-violating-u-s-export-laws-and-sanctions-against-iran/file>

¹¹⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-nj/pr/morris-county-woman-admits-conspiring-iranian-national-illegally-export-aircraft>

¹¹¹ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/department-justice-announces-extradition-iranian-national-and-unsealing-charges-against-two>

¹¹² Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-ndny/pr/iranian-export-company-executive-pleads-guilty-violating-us-sanctions-against-iran>

¹¹³ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190723.aspx>

¹¹⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-citizen-pleads-guilty-conspiring-facilitate-illegal-export-technology-iran>

¹¹⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/iranian-businessman-pleads-guilty-conspiracy-violate-us-sanctions-exporting-carbon>

¹¹⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/turkish-businessman-sentenced-27-months-imprisonment-conspiracy-violate-us-sanctions>

40	Avis du Bureau du contrôle des avoirs étrangers au secteur du transport maritime de produits pétroliers ¹¹⁷	4 septembre 2019
41	Offre de récompense pour des informations sur les mécanismes financiers du Corps des gardiens de la révolution islamique et de ses branches, dont la Force Al-Qods ¹¹⁸	4 septembre 2019
42	Condamnation d'un citoyen iranien pour entente en vue de faciliter l'exportation illégale de technologies en Iran ¹¹⁹	24 septembre 2019
43	Renvoi devant le tribunal fédéral de Manhattan d'une banque turque pour participation à une manœuvre frauduleuse s'élevant à plusieurs milliards de dollars et visant à contourner les sanctions imposées à l'Iran ¹²⁰	15 octobre 2019
44	Condamnation à une peine d'emprisonnement d'un homme de Columbus pour exportation illégale de biens en Iran ¹²¹	24 octobre 2019
45	Annonce par le Département du Trésor et le Département d'État d'un nouveau mécanisme humanitaire visant à renforcer la transparence des échanges commerciaux permis au soutien du peuple iranien ¹²²	25 octobre 2019
46	Mémorandum sur la décision prise par le Président en vertu de la section 1245 d) 4) B) et C) du National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2012 ¹²³	25 octobre 2019
47	Désignation par le Centre de lutte contre le financement du terrorisme d'un réseau de sociétés, de banques et de personnes liées à l'Iran ¹²⁴	30 octobre 2019
48	Plaidoyer de culpabilité de deux personnes accusées de travailler pour le compte de l'Iran ¹²⁵	6 novembre 2019
49	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran ¹²⁶	12 novembre 2019

¹¹⁷ Disponible à l'adresse : https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/iran_advisory_09032019.pdf

¹¹⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/rewards-for-justice-reward-offer-for-information-on-the-financial-mechanisms-of-irans-islamic-revolutionary-guard-corps-and-its-branches-including-the-irgc-qods-force/>

¹¹⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-mn/pr/iranian-citizen-sentenced-conspiring-facilitate-illegal-export-technology-iran-0>

¹²⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/turkish-bank-charged-manhattan-federal-court-its-participation-multibillion-dollar-iranian>

¹²¹ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/columbus-man-sentenced-prison-illegally-exporting-goods-iran>

¹²² Disponible à l'adresse : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm804>

¹²³ Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/memorandum-presidential-determination-pursuant-section-1245d4b-c-national-defense-authorization-act-fiscal-year-2012/>

¹²⁴ Disponible à l'adresse : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm813>

¹²⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-individuals-plead-guilty-working-behalf-iran>

¹²⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/text-notice-continuation-national-emergency-respect-iran-3/>

50	Condamnation à 46 mois d'emprisonnement d'un homme d'affaires iranien pour exportation en Iran de fibre carbone en provenance des États-Unis en violation des sanctions américaines ¹²⁷	14 novembre 2019
51	Publication d'une nouvelle FAQ et d'une FAQ modifiée sur l'Iran (n ^{os} 804 et 303) ¹²⁸	27 novembre 2019
52	Publication deux nouvelles FAQ sur l'Iran (n ^{os} 810 et 811) ¹²⁹	11 décembre 2019
53	Avis du Département d'État sur l'exportation de produits métalliques en Iran ¹³⁰	16 décembre 2019
54	Inculpation d'un citoyen indonésien et de trois sociétés indonésiennes pour violation de la législation américaine sur l'exportation et des sanctions contre l'Iran ¹³¹	17 décembre 2019
55	Condamnation d'un citoyen irano-américain et d'un citoyen iranien à 30 et 38 mois d'emprisonnement dans une affaire de travail pour le compte de l'Iran ¹³²	15 janvier 2020
56	Condamnation d'un dirigeant d'une société d'exportation iranienne sur le chef de violations des sanctions imposées contre l'Iran ¹³³	30 janvier 2020
57	Arrestation de quatre Texans et d'un New-Yorkais pour entente en vue de vendre à grand profit du pétrole iranien faisant l'objet de sanctions à une raffinerie en Chine ¹³⁴	11 février 2020
58	Plaidoyer de culpabilité d'un homme du Tennessee sur le chef de contrebande en Iran de biens en provenance des États-Unis ¹³⁵	3 mars 2020
58	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran ¹³⁶	12 mars 2020

¹²⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-businessman-sentenced-46-months-prison-violating-us-sanctions-exporting-carbon-fiber>

¹²⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191127.aspx>

¹²⁹ Disponible à l'adresse : https://www.treasury.gov/resource-center/faqs/sanctions/Pages/faq_iran.aspx#810

¹³⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/state-department-advisory-on-the-export-of-metal-products-to-iran>

¹³¹ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-individuals-sentenced-connection-work-behalf-iran>

¹³² Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/indonesian-citizen-and-three-indonesian-companies-charged-violating-us-export-laws-and>

¹³³ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-edny/pr/iranian-export-company-executive-sentenced-violating-us-sanctions-against-iran>

¹³⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-edny/pr/four-texans-one-new-yorker-arrested-conspiracy-sell-sanctioned-iranian-oil-refinery-china>

¹³⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-nh/pr/tennessee-man-pleads-guilty-smuggling-goods-united-states-iran>

¹³⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/text-notice-continuation-national-emergency-respect-iran-4/>

59	Condamnation d'un ressortissant iranien ayant commis une manœuvre frauduleuse visant à contourner des sanctions économiques imposées par les États-Unis en envoyant illégalement plus de 115 millions de dollars en provenance du Venezuela via le système financier américain ¹³⁷	16 mars 2020
60	Extradition d'un ressortissant iranien vers le district Ouest du Texas pour exportation illégale en Iran d'articles militaires posant un risque de prolifération en provenance des États-Unis ¹³⁸	17 mars 2020
61	Engagement de poursuites pénales contre Industrial Bank of Korea pour violation du Bank Secrecy Act ¹³⁹	20 avril 2020
62	Inculpation de deux ressortissants iraniens pour acquisition d'un pétrolier en violation de la législation antiblanchiment et des sanctions ¹⁴⁰	1 ^{er} mai 2020
63	Publication par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers de lignes directrices sur les exportations illégales et les techniques de contournement des sanctions ¹⁴¹	14 mai 2020
64	Extradition du fondateur et PDG d'une société de services financiers iranienne pour blanchiment d'argent, fraude aux transferts et complot ¹⁴²	18 mai 2020
65	Engagement d'une procédure en confiscation de biens d'une valeur de plus de 20 millions de dollars par le Département de la justice dans le cadre d'une affaire d'abus du système financier américain à des fins de contournement et de violation des sanctions contre l'Iran ¹⁴³	3 juin 2020
66	Émission d'un mandat et dépôt d'une demande de saisie portant sur l'intégralité du pétrole iranien à bord de quatre pétroliers à destination du Venezuela sur la base de liens avec le Corps des gardiens de la révolution islamique ¹⁴⁴	2 juillet 2020
67	Condamnation à 46 mois d'emprisonnement d'un homme du Massachusetts pour contrebande en Iran de biens en provenance des États-Unis ¹⁴⁵	16 juillet 2020

¹³⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/iranian-national-convicted-scheme-evade-us-economic-sanctions-illicitly-sending-more>

¹³⁸ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-national-extradited-western-district-texas-illegally-exporting-military-sensitive>

¹³⁹ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/manhattan-us-attorney-announces-criminal-charges-against-industrial-bank-korea>

¹⁴⁰ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/criminal-charges-filed-against-two-iranian-nationals-violating-money-laundering-sanctions>

¹⁴¹ Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200514.aspx>

¹⁴² Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/founder-and-ceo-iranian-financial-services-firm-extradited-money-laundering-wire-fraud-and>

¹⁴³ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/justice-department-seeks-forfeiture-more-20-million-assets-relating-unlawful-use-us-financial>

¹⁴⁴ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/warrant-and-complaint-seek-seizure-all-iranian-gasoil-aboard-four-tankers-headed-venezuela>

¹⁴⁵ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/usao-nh/pr/massachusetts-man-sentenced-46-months-smuggling-goods-united-states-iran>

¹⁴⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.justice.gov/opa/pr/largest-us-seizure-iranian-fuel-four-tankers>